

Les Defis De La Cedeao Dans La Gestion Du Conflit Au Niger

ALLOUKOUTOUI Houénoukpo Inocent and DR OBONO Essomba Anne

1Pan African University Governance, Humanities and Social Sciences (PAUGHSS)

E-mail : inallouk1er@gmail.com

2University of Buea

E-mail : essombanne@gmail.com

Abstract: *This article focuses on "ECOWAS' challenges in managing the conflict in Niger". Our work is based on a survey conducted among the Niger community following the coup d'état against President Bazoum and the management of the conflict initiated by ECOWAS. It is based on the following observation: ECOWAS' communication has failed in the management of the conflict. The study then proposes to explore the challenges of so-called conflict management. We mainly use the bidirectional communication theory of the Alto Polo school. We use Schramm's model of communication and Laswell's schema to describe the theory. What are the causes of the conflict in Niger? What strategies does ECOWAS use to manage the conflict? What are some suggestions for effectively managing the coup conflict? At the end of our research, it appears that the ECOWAS conflict management strategy is not accepted by the community and worsens the situation. The results also show that the institution's discourse is dominated by threats and injunctions. That said, his communication is out of step with reality. Also, that the diplomats or specialists of the institution are those in charge of conflict resolution. If it is known that there are no consequences without causes, let ECOWAS also address the causes. ECOWAS is in danger of disappearing if its conflict management strategy does not change.*

Keywords: Communication, coup d'état, conflict, conflict management, ECOWAS

RÉSUMÉ

Le présent article se focalise sur « les défis de la CEDEAO dans la gestion du conflit au Niger ». Notre travail se base sur une enquête menée auprès de la communauté du Niger suite au coup d'Etat contre le président Bazoum et la gestion du conflit entamée par la CEDEAO. Il part du constat suivant : la communication de la CEDEAO a échoué dans la gestion du conflit. L'étude se propose alors d'explorer les défis de ladite gestion de conflit. Nous utilisons principalement la théorie bidirectionnelle de la communication de l'école de Polo Alto. Nous utilisons le modèle de Schramm sur la communication et le schéma de Laswell pour décrire la théorie. Quelles sont les causes ayant entraîné le conflit au Niger ? Quelles sont les stratégies utilisées par la CEDEAO pour gérer le conflit ? Quelles suggestions pour gérer efficacement le conflit de coup d'Etat ? Au terme de notre recherche, il en ressort que la stratégie de gestion de conflit de la CEDEAO n'est pas acceptée par la communauté et aggrave la situation. Les résultats obtenus montrent également que les discours de l'institution sont dominés par des menaces et des injonctions. Ceci dit, sa communication est en déphasage avec les réalités. Aussi, que les diplomates ou spécialistes de l'institution soit ceux en charge de la résolution des conflits. S'il est connu qu'il n'y a pas de conséquences sans causes, que la CEDEAO s'attaque aussi aux causes. La CEDEAO risque de disparaître si sa stratégie de gestion de conflit ne change pas.

Mots-clés : Communication, coup d'Etat, conflit, gestion de conflit, CEDEAO

Introduction

Le conflit est la suite d'une crise qui n'a pas su être gérée et qui dégénère. Le présent travail vise à étudier « les défis de la CEDEAO dans la gestion du conflit au Niger ». Cette étude est motivée par la situation conflictuelle que traversent le Niger et la difficulté de la CEDEAO à gérer efficacement le conflit. Le but visé est de situer le conflit dans son contexte et avec pour objectif de proposer des pistes de gestion dudit conflit. La théorie bidirectionnelle de la communication de l'école de Polo Alto est celle que nous utiliserons pour développer notre étude. Notre plan de travail sera de situer le contexte de l'étude avant de présenter la problématique, les questions de recherche, les objectifs ainsi que les hypothèses de recherche y relatifs. Ensuite, de donner un aperçu du cadre théorique et méthodologique, la présentation et l'analyse des données et enfin des suggestions pour une résolution efficace du conflit.

La communication est un ensemble d'outils qui permet de passer un message à un public précis. Elle permet non seulement de passer un message mais aussi et surtout vise à se faire comprendre par sa cible. Autrement dit, une communication qui n'atteint pas l'objectif pour lequel elle est faite est une mauvaise communication. Dans cette étude, il sera pour nous de comprendre la communication de gestion du conflit au Niger par la CEDEAO.

Rêvant d'une vie unitaire, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé le 28 Mai 1975 à Lagos au Nigeria, d'unir le peuple ouest-africain en créant la Communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La Communauté a pour objectif de promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une union économique de l'Afrique de l'Ouest, en vue d'élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'accroître la

stabilité économique, de renforcer les relations entre les États membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain. [1]

Par ailleurs, dans le cadre de son processus de réforme déclaré en 2017, la CEDEAO met en œuvre des programmes critiques et stratégiques visant à favoriser le renforcement de la cohésion et l'élimination progressive des obstacles comme les coups d'État qui ne favorise pas l'intégration effective de la sous-région. Ainsi, les 400 millions de citoyens de la Communauté pourront finalement s'approprier la réalisation de la nouvelle Vision qui consiste à passer d'une CEDEAO des États à une « **CEDEAO des Peuples : Paix et prospérité pour tous à l'horizon 2050** ». Les objectifs de l'institution sont de : Simplifier et vulgariser à la base et dans les communautés locales les textes de la CEDEAO sur la libre circulation des biens et des personnes ; Former et renforcer les capacités des acteurs et leaders des organisations socioprofessionnelles, les élus, les jeunes et les agents pour la maîtrise des textes et protocoles sur la libre circulation des personnes et des marchandises; Renforcer et accompagner les femmes commerçantes sur les corridors, les frontières et les marchés ; Promouvoir et faciliter le dialogue et la concertation entre les acteurs et servir de trait d'union entre les institutions et organes de la CEDEAO et les communautés de citoyens.

Les défis sont énormes en Afrique et plus précisément dans la zone ouest-africaine. C'est pour cela que nous épousons entièrement la citation de Cheikh Anta Diop qui dit :

« Notre génération n'a pas de chance, si l'on peut dire, en ce sens qu'elle ne pourra pas éviter la tempête intellectuelle ; qu'elle le veuille ou non, elle sera amenée à prendre le taureau par les cornes, à débarrasser son esprit des recettes intellectuelles et des bribes de pensée, pour s'engager résolument dans la seule voie vraiment dialectique de la solution des problèmes que l'histoire lui impose » [2].

Or, l'un des problèmes cruciaux que l'histoire impose à notre génération au regard de la géopolitique et de la géostratégie est le grand rassemblement des peuples africains dans la paix et la concorde. Malgré la différence linguistique dans l'espace CEDEAO, l'institution demeure l'une des plus prestigieuses en matière de regroupement régionaux sur le continent africain [3].

Partant de ce regard global sur les langues transfrontalières qui se côtoient en Afrique de l'Ouest, la communication interculturelle nécessite non seulement un message intégral spécifique à chaque zone linguistique mais surtout devrait être orientée à unifier le peuple. Cela nécessite qu'en cas de conflits, il est indispensable de prendre en compte la culture du peuple concerné pour résoudre le fait. C'est dans cette logique que nous avons eu à choisir notre thème intitulé : « les défis de la Cedeao dans la gestion de conflit au Niger ».

Quelles sont les causes ayant entraîné le conflit au Niger ? Quelles sont les stratégies utilisées par la CEDEAO pour gérer le conflit ? Quelles propositions pour gérer efficacement le conflit de coup d'Etat ?

L'étude vise à : Inventorier les causes des conflits émanant du coup d'Etat au Niger ; Analyser les stratégies de gestion de conflit adoptées par la CEDEAO ; Proposer des solutions pour les surmonter.

Dans cette section, l'accent est mis sur la revue conceptuelle, qui vise à définir les concepts clés. La revue théorique examine la théorie qui sous-tend l'étude, tandis que la revue empirique met en évidence les données de référence liées à la gestion de conflits.

Ici, il est question de définir les concepts clés afférents à la présente étude. Ces concepts sont : communication, conflits et gestion de conflits. En plus, l'historique de la CEDEAO et ses objectifs sont éclairés dans ce travail.

Communication : La communication est « l'action de faire participer un organisme ou un système situé en un point donné R aux stimuli et aux expériences de l'environnement d'un autre individu ou système situé en un autre lieu et à une autre époque E, en utilisant les éléments de connaissance qu'ils ont en commun »⁴. Sperber et Wilson quant à eux nous font observer que « D'Aristote aux sémioticiens modernes, toutes les théories de la communication ont été fondées sur un seul et même modèle, que nous appellerons modèle du code. Selon ce modèle, communiquer, c'est coder et décoder des messages » [5].

1 A propos de la CEDEAO | Economic Community of West African States (ECOWAS), <https://ecowas.int/a-propos-de-la-cedeao/?lang=fr>

2 Cheikh Anta Diop ; 1974 ; p.24

3 2021 African Integration Report shows significant progress in achieving the continental integration agenda | African Union (au.int), consulté le 21 janvier 2023

4 Abraham Moles ; *Théorie structurale de la communication et société*, éditions Masson, Paris, 2e édition, 1988

5 *La Pertinence, Communication et cognition*, Paris, éditions de Minuit, 1989

Conflit : Le terme conflit évoque le combat, la lutte (« un conflit armé ») ; il suggère ma rencontre d'éléments qui s'opposent (« le conflit entre la raison et la passion »), de positions antagonistes (« l'arbitrage d'un conflit ») ; il renvoie souvent à une relation de tension et d'oppositions entre personnes (« les conflits familiaux »). La notion de conflit désigne donc une situation relationnelle structurée autour d'un antagonisme. Celui-ci peut être dû à la présence simultanée de forces opposées, à un désaccord (sur des valeurs, des opinions et des positions...), à une rivalité lorsque des acteurs sont en compétition pour atteindre le même but ou posséder le même objet (personne, bien, statut, territoire,...) ou à une inimitié affective (animosité, hostilité, haine). Selon Dominique Picard & Edmond Marc (2015)[6], la qualité des acteurs qui s'affrontent permet de déterminer trois niveaux de conflits : « international » quand ce sont des puissances étrangères (comme dans une guerre) ; « sociale » quand il s'agit de groupes sociaux (comme lors d'une grève) ; et « relationnel » lorsqu'il implique des personnes.

Gestion de conflits : Le terme "gestion de conflits" est utilisé pour décrire les processus utilisés pour gérer, déterminer ou régler les différences qui peuvent survenir entre des individus, des familles, des groupes, des organisations, des communautés, des nations ou toute autre unité sociale. Les conflits sociaux peuvent survenir en raison de différences perçues en relation avec les valeurs, les besoins, les objectifs, les intérêts, les droits et d'autres facteurs. Les méthodes de résolution de conflits comprennent la négociation, l'arbitrage et la construction d'institutions qui favorisent la fin pacifique des conflits sociaux et de guerre [7].

Une étude menée par Geoffrey Marcq a exploré la gestion de conflits dans différents contextes [8]. Dans notre monde, le conflit est omniprésent. Nous connaissons des conflits intra-familiaux, intra-communautaires, interétatiques, entre patrons et employés. Nous sommes confrontés à des conflits avec nos voisins, des concurrents ou des idéologies différentes. Nous vivons ou avons vent de conflits sociétaux et politiques, de conflits civils ou armés. Nous avons aussi la capacité de nous réconcilier, de faire cesser le conflit pour retrouver la paix qui le précédait ou un nouveau statu quo porteur de changement. Cette capacité est naturelle et répond à des besoins concrets [9].

CEDEAO : La CEDEAO est la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest. Rêvant d'une vie unitaire, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont décidé le 28 Mai 1975 à Lagos au Nigeria, d'unir le peuple ouest-africain en créant la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

La Communauté a pour objectif de promouvoir la coopération et l'intégration dans la perspective d'une union économique de l'Afrique de l'Ouest, en vue d'élever le niveau de vie de ses peuples, de maintenir et d'accroître la stabilité économique, de renforcer les relations entre les États membres et de contribuer au progrès et au développement du continent africain. [10]

Dans le cadre de son processus de réforme déclaré en 2017, la CEDEAO met en œuvre des programmes critiques et stratégiques visant à favoriser le renforcement de la cohésion et l'élimination progressive des obstacles comme les coups d'État qui ne favorise pas l'intégration effective de la sous-région. Ainsi, les 400 millions de citoyens de la Communauté pourront finalement s'approprier la réalisation de la nouvelle Vision qui consiste à passer d'une CEDEAO des États à une « **CEDEAO des Peuples : Paix et prospérité pour tous à l'horizon 2050** ». Les objectifs de l'institution sont de : Simplifier et vulgariser à la base et dans les communautés locales les textes de la CEDEAO sur la libre circulation des biens et des personnes ; Former et renforcer les capacités des acteurs et leaders des organisations socioprofessionnelles, les élus, les jeunes et les agents pour la maîtrise des textes et protocoles sur la libre circulation des personnes et des marchandises; Renforcer et accompagner les femmes commerçantes sur les corridors, les frontières et les marchés ; Promouvoir et faciliter le dialogue et la concertation entre les acteurs et servir de trait d'union entre les institutions et organes de la CEDEAO et les communautés de citoyens.

Dans cette section, il est prévu de présenter la théorie qui sert de fondement à notre étude. L'approche suivante a été identifiée et mise en évidence.

La communication est l'échange finalisé ou intentionnel, dans un cadre donné, de messages entre deux pôles au moyen d'un canal selon Lucien SFEZ.

Dans la **communication bidirectionnelle**, contrairement à la communication unidirectionnelle ou univectorielle, le récepteur peut devenir émetteur et réciproquement. Il se produit alors un *effet de rétroaction* (feed-back), qui permet au premier émetteur d'adapter son répertoire pour que l'échange puisse se produire sans trop de distorsions. La communication effective ne peut avoir lieu que par l'utilisation des éléments communs aux deux répertoires. Mais un message peut être reçu sans que la signification décodée soit celle

6 Dominique Picard & Edmond Marc, Les conflits relationnels (2015), pages 7

7 <https://www.oxfordreference.com/display/10.1093/oi/authority.20110803095631693>

8 <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-internationaux-de-psychologie-sociale-2016-1-page-107.htm>

9 <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-internationaux-de-psychologie-sociale-2016-1-page-107.htm>

10 A propos de la CEDEAO | Economic Community of West African States (ECOWAS), <https://ecowas.int/a-propos-de-la-cedeao/?lang=fr>

programmée à l'émission. Le phénomène de la connotation et la diversité des acceptions pour les notions conduisent en effet à des **bruits sémantiques**. L'isomorphisme des répertoires obtenu par l'établissement par convention d'un code commun ignorant les polysémies devra mettre fin aux bruits sémantiques. Cependant cette communication théoriquement possible peut subir des distorsions d'origine exogène. Il s'agit dans ce cas de **bruits de voies** ou parasites qui peuvent être dus au canal ou à l'environnement général de la communication. Signalons que le Québécois Jean Cloutier parle d'**émérec** par contraction d'émetteur et récepteur et pour signifier ce double caractéristique de l'acteur social [11].

Pour les théoriciens de l'école dite de Palo Alto, c'est-à-dire influencés par *Bateson*, on ne peut pas ne pas communiquer et la communication n'est pas un envoi d'information par un émetteur vers un récepteur, mais une circulation permanente de messages. La communication est, d'une autre manière, un ensemble d'**interactions**, c'est-à-dire un ensemble de rétroactions permanentes, de sorte qu'il est difficile de trouver un début et une fin au processus de communication du fait de sa circularité. Lorsqu'il est dit, plus haut, qu'on ne peut pas ne pas communiquer, c'est à la diversité des modes et formes d'expression qu'il est fait référence : la parole, l'écrit, mais aussi le regard, les gestes, les actions sont des moyens de communication (voir ci-dessous *canal*). Rester silencieux, pour un élève, à la suite de la question de son professeur, c'est peut-être communiquer que le travail attendu n'a pas été fait, ou, pour un prisonnier de guerre sous la torture, c'est communiquer son refus de communiquer. Dans cette optique de l'école de Palo Alto, si tout comportement est communication, en revanche toute communication n'est pas nécessairement consciente. Par conséquent l'échange finalisé ne peut être envisagé que pour la communication voulue ou intentionnelle. En principe pour Paul Watzlawick [12], membre de cette école, un coup de pied dans un caillou, n'est pas une communication alors que frapper un chien en est une.

Un message ou un énoncé dans la communication est à la fois un contenu et une indication sur la nature de la relation qui existe entre l'émetteur et le récepteur. La communication n'est satisfaisante que si les tous les acteurs de la communication sont d'accord sur la nature de la relation (voir *Analyse transactionnelle*).

Selon les deux auteurs et Lucien MATRAT Alex Carin rappelaient une de leurs adresses aux praticiens des relations publiques en ces termes :

« vous n'êtes pas des démagogues, ce climat de confiance que vous cherchez à créer, cet esprit d'équipe que vous cherchez à faire naître à l'intérieur de l'entreprise, cette sympathie agissante que vous cherchez à obtenir des milieux extérieurs, tous ces résultats, vous ne les obtiendrez pas par des solutions de facilité mais bien par un effort d'assimilation et d'information loyale, par une constante défense des principes d'honnêteté et d'équité, par une volonté systématique d'exposer clairement et objectivement les problèmes qui se posent afin d'obtenir cette compréhension mutuelle qui, seule détermine la confiance. Tout cela, comment auriez-vous le courage de le faire si vous n'aviez pas la foi dans votre tâche, dans votre mission humaine ? Cette foi, vous devez la puiser dans la certitude que vous faites œuvre utile et qu'en servant une très grande cause vous servez également et simultanément les intérêts de tous les membres de l'entreprise » [13].

Les relations publiques permettent à une entreprise d'établir avec son public une relation en faisant ressortir les points d'intérêts communs et les enjeux concordants. L'entreprise doit entretenir, maintenir le lien et le réactiver par les différentes actions de communication.

Les relations publiques étaient perçues au début comme un moyen de propagande, utilisé par les hommes politiques pour influencer le public. Selon Danielle MAISONNEUVE « Utiliser les relations publiques, en amont du processus décisionnel, est un choix stratégique de gestion qui contribue à l'identification des enjeux et des tendances montantes afin de connaître les attentes des différents publics pour y répondre de façon satisfaisante » [14]. Dans les années 1929, les relations publiques se limitaient à la persuasion des publics. La promotion des biens, services ou image d'une entreprise n'était pas importante. La priorité était de justifier les décisions prises par les élus gouvernementaux ou les dirigeants dans les organisations publiques ou privées. Maisonneuve soutient que plusieurs modèles sont utilisés dans la mise en œuvre des relations publiques. La première approche est le modèle promotionnel visant à mettre en évidence les aspects positifs des organisations. Selon elle, ce modèle ne peut conduire à long terme l'établissement d'une relation de confiance avec les parties prenantes. Le deuxième modèle souhaité est de diffuser une information qui répond davantage aux attentes des différents publics de l'organisation en fonction de leurs besoins. Plutôt que de se limiter à communiquer des informations strictement promotionnelles, elle préconise l'approche de l'information au public. Le troisième modèle cité est celui de la communication asymétrie bidirectionnelle ajouté par Grunig et al. (2002). Cette approche préconise des mécanismes de

11 *La communication audio-scripto-visuelle à l'heure des self-media*, Presse de l'Université de Montréal, 1973

12 Paul Watzlawick, *Une logique de la communication*, Seuil, 1972

13 Lucien Matrat et Alex Carin, *Les publics-relations moteur de productivité* (Paris: Elzevir, 1951).

14 Danielle MAISONNEUVE, *Les relations publiques dans une société en mouvance*, 4e éd. (Québec: Presses de l'université du Québec, 2010), 60p.

communication avec les parties prenantes de l'organisation afin de leur donner la possibilité de s'exprimer mais sans que cela influe nécessairement sur la prise de décision. C'est un modèle où seul « l'intervenant organisationnel détient le pouvoir de décision en fonction de ses propres objectifs » [15]. Il ajoute un quatrième modèle qui est la communication bidirectionnelle symétrique qui permet de faire participer les diverses parties prenantes de l'organisation aux prises de décision. C'est un modèle de gestion participative qui s'éloigne d'une culture organisationnelle autoritaire.

Depuis sa création en 1975,

C'est en 1990, constatant le déficit en information sur la CEDEAO, la méconnaissance des populations de leur organisation et pour sous-tendre les activités de notre Communauté, que la division de l'information a été érigée en département de l'Information. Il est devenu département de la Communication en 2000, à la faveur de la restructuration du secrétariat, avec une mission plus large et qui prend en compte la formidable révolution dans le secteur des nouvelles technologies de l'Information et de la Communication ».

Pour y parvenir, les moyens classiques de communication et de relations publiques sont utilisés, à savoir les médias, les conférences de presse, les séminaires d'information et de sensibilisation, les publications, les documentaires, les productions audiovisuelles, la publicité, le site web et toutes autres activités jugées adéquates [16].

Pour **Koffi Nutefé Tsigbé et Koffi Bakayota Kpaye** [17], aborde le problème d'une communication institutionnelle de la CEDEAO notamment un problème d'image et de perception qui est vérifiable selon ses données.

*Créée en 1975, la Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est fixée pour objectifs de favoriser, entre autres, sur le plan économique, la création d'une union douanière et économique afin d'impulser la libre circulation des personnes et des biens. Il s'agit de favoriser notamment l'intégration commerciale et des peuples au sein des États-membres. **Pour atteindre cet objectif, plusieurs campagnes de sensibilisation ont été initiées à l'endroit des peuples et des gouvernants.** L'enjeu de toutes ces initiatives est de renforcer, à l'heure de la mondialisation de l'économie, la capacité commerciale des pays de l'espace CEDEAO, en vue de les rendre plus compétitifs à l'échelle mondiale [18].*

Olivier AÏM et Stephane BILLIET [19], affirment que la communication institutionnelle est une communication « organisante et organisée ». Elle permet de constituer une organisation et lui donner sa cohérence et définir son action. Selon ces auteurs, « elle n'est pas qu'un simple ornement de l'organisation ». Ils soutiennent que la communication institutionnelle a pour objectif « d'organiser les relations de l'organisation avec ses parties prenantes à travers un ensemble de moyens donnés à l'organisation et à ses publics pour s'adapter mutuellement et équilibrer la relations » [20]. Elle est le plus souvent « multi-objectif, multi-publics et multi-techniques ». Le discours institutionnel destiné à mettre en avant le rôle de l'entreprise, sa place et sa responsabilité ; le discours de la marque quant à lui est prometteur d'une expérience, voire d'une communauté régie par une norme relationnelle, le discours de l'organisation lui est considéré comme entité productive, un espace de travail et de relations professionnelles. La communication institutionnelle dans sa conquête de l'espace public vise non seulement à installer et organiser la confiance en produisant une image identifiable et prévisible dans un contexte de concurrence mais aussi à établir et protéger sa réputation dans un espace élargi.

Afin d'obtenir les données nécessaires pour répondre aux questions formulées précédemment, et compte tenu de la nature de nos questions de recherche, nous avons utilisé la méthode quantitative où les répondants étaient invités à cocher la réponse appropriée selon leur point de vue. Nous avons donc utilisé le questionnaire comme outil de sondage.

Cette recherche a été menée au Niger, en se concentrant spécifiquement sur le conflit émanant du coup d'Etat et la gestion de ce conflit par la CEDEAO.

15 Danielle MAISONNEUVE, 16.

16 Annexe VII. La situation de l'Information et de la Communication au sein de la CEDEAO par Adrienne Yandé Diop, Directrice de la Communication de la CEDEAO (fao.org), consulté le 22 Juillet 2023

17 Koffi Nutefé Tsigbé et Koffi Bakayota Kpaye dans leur article : La question de la libre circulation des biens dans l'espace CEDEAO (1975 - 2015), The Matter of the Free Movement of Goods in the ECOWAS Area (1975–2015), 2017

18 <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.5709>, consulté le 20 juillet 2023

19 Olivier AÏM et Stéphane BILLIET, COMMUNICATION (Paris : Dunod, 2015).

20 Olivier AÏM et Stéphane BILLIET, COMMUNICATION (Paris : Dunod, 2015).

En ce qui concerne la population étudiée, nous avons opté pour des méthodes d'échantillonnage non aléatoires, qui consistent à sélectionner les individus de la population cible en fonction de critères subjectifs. Dans le cadre de ces méthodes, nous avons choisi l'échantillonnage raisonné et l'échantillonnage boule de neige. Selon Masinda (2014), l'échantillonnage raisonné permet à l'enquêteur de décider d'interroger un segment spécifique de la population cible, sur la base de son propre raisonnement qui lui fait supposer que ce segment est représentatif. Quant à l'échantillonnage boule de neige, l'enquêteur utilise cette méthode lorsque la population cible est restreinte. Ainsi, nous avons pu constituer un échantillon de quatre-vingt-quinze (95) citoyens et cinq (05) experts, à qui nous avons administré les différents questionnaires. Il convient de noter que les questionnaires ont été faits et administrés physiquement, permettant aux répondants d'y accéder et de les remplir à leur convenance. Ce logiciel nous a également permis d'analyser les données de manière statistique et de générer des graphiques. En ce qui concerne la validité, nous avons effectué des vérifications de validité de contenu.

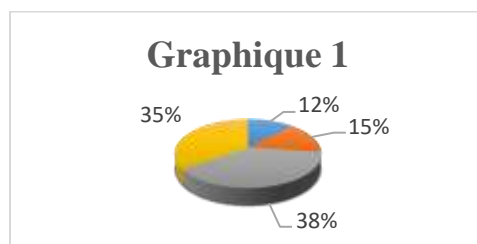
L'objectif de la présente étude consiste à recenser les défis auxquels est confronté la CEDEAO dans la résolution du conflit au Niger, ainsi que les stratégies envisagées pour les résoudre. Pour répondre à cette problématique, deux enquêtes distinctes ont été menées, l'une auprès des populations et l'autre auprès des spécialistes. Dans cette section, nous procédons à l'analyse des données obtenues afin de recueillir des informations relatives aux défis auxquels l'institution est confrontée, ainsi qu'aux perspectives et aux stratégies envisagées pour les surmonter.

I- Causes du conflit au Niger

I.1 Causes endogènes du conflit au Niger

Dedeyan J-M affirme que « toute entreprise a une image, bonne ou mauvaise, positive ou négative. A partir du moment où elle prend conscience de l'existence de celle-ci, l'entreprise peut, soit s'en satisfaire, soit chercher à la modifier... »²¹. La CEDEAO veut être la première institution de gestion de conflits pour les communautés ouest-africaine. Elle doit donc savoir ce que pensent déjà les communautés d'elle et rassurer les communautés quant à sa disponibilité pour une région paisible. Cependant dans l'étude de la motivation endogènes des conflits dans la région de la CEDEAO, selon le graphique 3, il est ressorti que seulement 12% des enquêtés ont affirmé que les conflits dans la CEDEAO sont à cause de l'injustice sociale et 15% des enquêtés estiment que les conflits sont l'inattention à la volonté du peuple. Toutefois ceux qui jugent que les conflits sont la conséquence de la mauvaise gouvernance sont assez considérable soit 35%. Ils justifient par le fait que « les gouvernants ne présentent pas d'assurance pour les communautés », certains affirment qu'« elle est l'œuvre de la mal gouvernance » et d'autres estiment qu'« il n'existe pas assez de confiance entre les dirigeants et les communautés parce que les dirigeants sont corrompus » et que la CEDEAO « ne défend pas les communautés mais plutôt les dirigeants ». Par contre ceux qui jugent que c'est à cause de la situation sécuritaire sont à un pourcentage élevé c'est-à-dire 38%. Les raisons sont que « le terrorisme est grandissant avec le même parti au pouvoir depuis plus d'une décennie et ne diversifie pas de partenaires », « Elle n'a pas trop de crédibilité. Les communautés préfèrent directement la communauté internationale » ou encore « Elle n'est pas plus efficace qu'elle », « elle n'est pas assez connue et n'a pas de force donc les militaires sont préférables ». Il y a une faible appréciation positive de la CEDEAO.

Graphique 1 : Causes endogènes des conflits



Source : Données de l'enquête, janvier 2023

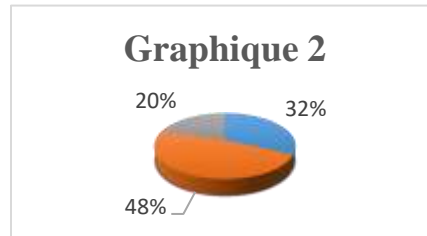
De ce qui ressort de notre étude, les causes endogènes sont plus envenimées et ne présentent pas une bonne image de résolution des conflits. Le regard des communautés prouvent à suffisance ce regard négatif des gouvernants renversés en particulier et des chefs d'Etat en général. L'image d'une institution c'est aussi le sentiment ou le jugement qu'un individu porte sur elle. Cette perception ne devrait pas être mauvaise au risque de voir son institution infréquentable.

21 Dedeyan J-M (1996, p14)

I.2 Causes exogènes du conflit

Les conflits en Afrique de l'ouest n'ont pas que des causes endogènes mais aussi des causes exogènes. Selon 48% de nos enquêtés, nos dirigeants sont influencés par des puissances étrangères. Pour eux, c'est ce qui justifie « l'ignorance des préoccupations des populations et qui laisse souvent place au renversement de régime ». Pour 32% de nos enquêtés, c'est pour des raisons de soutiens financiers externes pendant que 20% disent que c'est par complexe d'infériorité vis-à-vis du colon. Nous avons tenté de savoir ce que la communauté nigérienne pense de la réaction de la CEDEAO après les coups d'Etat dans la région. Les résultats ont donné ce qui est présenté dans le graphique 4 ci-dessous.

Graphique 2 : Causes exogènes des conflits

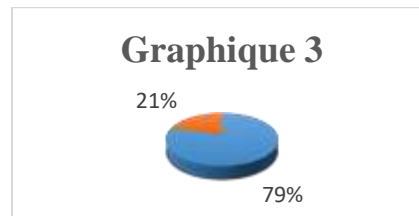


Source : Données de l'enquête, janvier 2023

II- Stratégies de gestion du conflit au Niger par la CEDEAO

Dans le but de mieux répondre à cette préoccupation de savoir si les stratégies déployées par la CEDEAO pour gérer ce conflit sont approuvées, les résultats du graphique 8 disent que 79% des enquêtés sont contre lesdites stratégies. Pour eux, les stratégies de l'institution « ne permettent pas la résolution mais envenime la crise et soulève la population contre la CEDEAO » contre 21% qui disent être pour car « la CEDEAO est dans son rôle d'arbitre de la démocratie et qui ne doit pas tolérer les coups d'Etat ».

Graphique 3 : Appréciation par la communauté de la stratégie de résolution



Source : Données de l'enquête, janvier 2023

III- Suggestions pour la gestion efficace des conflits par la Cedeao

L'institution sous régionale doit redorer son blason auprès de sa communauté. L'institution a pour vision d'être « **la CEDEAO des peuples : paix et prospérité pour tous** » comme le mentionne son slogan. Il devient impératif que l'institution ait un directeur de la communication afin que la parole soit centrée et centralisée. Aussi, que les diplomates de l'institution soit ceux en charge de la gestion des conflits ou des spécialistes en la matière soient recrutés pour la cause. Cela éviterait aux chefs d'Etat eux-mêmes d'être commis à cette tâche comme Patrice Talon pour le Niger. Ils n'y vont pas en tant que spécialiste et surtout, ils n'arrivent pas à régler le problème mais cherchent à réinstaller les présidents déchus.

C'est pourquoi nous proposons 6 étapes clés de la gestion des conflits en général et celui du Niger en particulier :

1. Identifier et reconnaître le(s) conflit(s) : il est important de **ne pas ignorer ces signaux** et de reconnaître l'existence du conflit
2. Comprendre les perspectives : En comprenant les motivations, les besoins et les préoccupations de chacun, on peut mieux saisir les raisons sous-jacentes du conflit. Par conséquent, il est possible de chercher des solutions qui prennent en compte les intérêts de toutes les parties
3. Trouver un terrain d'entente lors de(s) conflit(s) : Cela implique de rechercher des solutions qui répondent aux intérêts et aux préoccupations de toutes les parties impliquées. Pour parvenir à un accord mutuellement satisfaisant, il est important de favoriser une attitude de **collaboration** et de **créativité**.

4. Générer des options et évaluer les conséquences : Elle implique d'explorer différentes solutions et d'envisager les résultats potentiels de chacune d'entre elles. Cette étape permet d'ouvrir le champ des possibles. De plus, elle encourage la créativité afin de trouver des solutions innovantes et mutuellement bénéfiques.

5. Prendre une décision et la mettre en œuvre : Après avoir généré des options et évalué les conséquences, il est nécessaire de **passer à l'action** pour parvenir à une gestion concrète. Cela implique de choisir la meilleure option parmi celles qui ont été identifiées et de mettre en place un plan d'action clair.

6. Évaluer les résultats et apprendre sur la gestion des conflits : Une fois que les mesures ont été mises en œuvre, il est important d'**évaluer les résultats obtenus et d'apprendre** de l'expérience vécue. Cette évaluation permet de déterminer si les actions entreprises ont réellement permis de gérer le conflit de manière satisfaisante. De plus, elle permet de tirer des enseignements pour les situations futures.

Conclusion

La présente étude a inventorié les défis auxquels la CEDEAO est confronté dans la gestion du conflit au Niger. Cette étude a également identifié des pistes de solutions pour relever ces défis. Après avoir synthétisé les données qualitatives obtenues auprès des enquêtés, il est clairement démontré que les causes sont non seulement endogènes mais également exogènes. Des suggestions sont également faites pour faciliter la gestion du conflit. Les résultats obtenus nous montrent également que le discours de l'institution ne facilite pas la gestion de conflits sont dominés par des menaces et des injonctions en cas de conflits. En outre, contrairement à ce que nous pensions au début de cette recherche, la CEDEAO risque de disparaître si sa communication et sa manière de gérer les conflits ne changent pas. Par conséquent, elle ouvre encore de nombreuses perspectives de recherche pour les futurs chercheurs.

BIBLIOGRAPHIE

- Assaël, A., Libaert, T., Mas, C., & Westphaelen, M.-H. (2015). *Communicator. Toutes les clés de la communication* (7e éd.). Paris, France : Dunod.
- Billiet, O., & Billiet, S. (2015). *Communication*. Paris, France : Dunod.
- Billiet, S. (2009). *Les relations publiques, renforcer la confiance entre l'entreprise, la marque et leurs publics*. Paris, France : Dunod.
- Catellani, A., & Sauvajol-Rialland, C. (2015). *Les Relations publiques*. Paris, France : Dunod.
- Diop, C. A. (1974). *Cheikh Anta Diop*. Dakar, Senegal : Nouvelles Editions Africaines.
- Lendrevie, J., & Lindon, D. (2000). *Mercator*. Paris, France : Dalloz.
- Maisonneuve, D. (2010). *Les relations publiques dans une société en mouvance* (4e éd.). Québec, Canada : Presses de l'université du Québec.
- Matrat, L., & Carin, A. (1951). *Les publics-relations moteur de productivité*. Paris, France : Elzevir.
- Simmel, G. (1999). *Sociologie. Etude sur les formes de la socialisation*. Paris, France : PUF.
- Blumer, H. (1937). *Social psychology*. In *Man and Society: A Substantive Introduction to the Social Science* (pp. 187). New York, NY : Prentice-Hall.
- Benjamin Lorre, *L'interactionnisme critique, Une méthodologie de recherche croisée pour des analyses empiriques in situ*. LabSIC, Université Paris 13
- Koffi Nutefé Tsigbé et Koffi Bakayota Kpaye dans leur article : *La question de la libre circulation des biens dans l'espace CEDEAO (1975 - 2015), The Matter of the Free Movement of Goods in the ECOWAS Area (1975-2015), 2017*
- Lucien Matrat et Alex Carin, *Les publics-relations moteur de productivité* (Paris: Elzevir, 1951).
- Danielle MAISONNEUVE, *Les relations publiques dans une société en mouvance*, 4e éd. (Québec: Presses de l'université du Québec, 2010), 60p.
- J.P.O. DE SARDAN (2008, p.40)
- BOGDAN ET TAYLOR (1975)
- Dedeyan J-M, 1996, p14
- Apoline Yerie Some, *Diagnostic des risques et proposition d'un plan de gestion de crise au sein de la SONAR-IARD, IPERMIC, 2020.*
- Adrienne Yandé Diop, *la situation de l'Information et de la Communication au sein de la CEDEAO, Directrice de la Communication de la CEDEAO (fao.org)*
- UNESCO, *Bureau Régional de Dakar : Stratégie de communication du Bureau Régional Multisectoriel de l'UNESCO pour l'Afrique : Améliorer l'efficacité du Bureau Régional de Dakar en matière de communication et de visibilité, 2019,12p.*
- A propos de la CEDEAO | Economic Community of West African States (ECOWAS)*, <https://ecowas.int/a-propos-de-la-cedeao/?lang=fr>
- <https://www.cairn.info/vocabulaire-de-psychosociologie--9782749206851--page-375.htm> , consulté le 19 avril 2023
- Lincoln (1995)
- ECOWAS Parliament: *Official Website of the parliament of ECOWAS*, consulté le 20 juin 2023

2021 African Integration Report shows significant progress in achieving the continental integration agenda | African Union (au.int), consulté le 20 janvier 2023

<https://www.cairn.info/revue-management-et-avenir-2005-4-page-27.htm>, consulté le 07 janvier 2023, à 17h14.